

## 24. Clausewitz et l'école prusso-germanique

Si la politique militaire soviétique a pu concilier une critique déclarée de Clausewitz avec une pratique éminemment clausewitzienne, l'école prusso-germanique, pour sa part, réussit à concilier le culte de Clausewitz avec une pratique de plus en plus éloignée des principes clausewitziens...

Le fief officiel de la pensée clausewitzienne, l'École de Guerre allemande, allait au fil des guerres s'éloigner des préceptes de son plus brillant théoricien. Et alors que les chefs militaires allemands de 1870 (von Moltke, principalement) pouvaient encore se revendiquer de la pensée (déjà déformée) de l'auteur de *Vom Kriege*, la conduite de la première guerre mondiale allait s'en éloigner davantage même si les hommages officiels à Clausewitz ne diminuèrent pas. Quant aux guerres hitlériennes, elles étaient aussi anticlausewitziennes que possible.

L'école prusso-germanique est héritière des trois hommes qui ont fait l'armée prussienne du XIXe siècle : Frédéric II, Scharnhorst et Gneisenau. Frédéric le Grand avait donné à l'armée prussienne des traditions de victoires durement acquises à force de persévérance, de cohésion et de préparation en temps de paix, contre des ennemis supérieurs en nombre. Mais si l'armée prussienne avait porté à la perfection le modèle de l'armée d'Ancien Régime, elle n'était pas plus qu'une autre prête à soutenir le choc de l'armée nationale que Napoléon hérita de la Révolution française. Ce fut à l'école de Napoléon que se mirent les deux réformateurs de l'armée prussienne, deux réformateurs qui n'étaient d'ailleurs pas prussiens puisque l'un était originaire du Hanovre, et l'autre d'Autriche. Dans l'interminable débat sur les mérites respectifs de Scharnhorst et de Gneisenau, Clausewitz, leur ami et élève, discernait la couronne au premier parce qu'il alliait un esprit profondément contemplatif à une intense passion pour l'action. Mais Scharnhorst ne put jamais assumer le haut commandement d'une campagne : sa mort à l'été 1813 l'en empêcha. A l'inverse, Gneisenau fut chef d'état-major de l'armée prussienne de l'automne 1813 à l'été 1815.

La réforme de Scharnhorst et de Gneisenau, qui trouva son expression dans le *Vom Kriege* et visait fondamentalement à donner à l'armée un caractère national, concernait aussi la stratégie. La nouvelle école se donna un organe propre, l'État-major général, qui devint le cerveau et le centre nerveux de l'armée prussienne. C'est en 1806 que Scharnhorst, en réorganisant le ministère de la Guerre, avait créé cette division spéciale chargée d'établir des plans d'organisation et de mobilisation, de veiller à l'entraînement et à l'instruction de l'armée en temps de paix, de préparer d'éventuelles opérations militaires à venir au moyen du renseignement et d'études topographiques, de définir tactiques et stratégies et d'y former le corps des officiers par l'institution de manœuvres d'état-major et de *kriegspiel*.

En 1814 la loi militaire prussienne conçue par un élève de Scharnhorst, le ministre de la guerre von Boyen, donna à l'armée prussienne son nouveau caractère. Si la conscription était devenue la règle en Europe, elle se distinguait en Prusse en ce sens qu'elle ne prévoyait aucun moyen pour les riches de s'en exempter moyennant un paiement ou l'achat d'un remplaçant. Cependant, le projet des réformateurs de créer un véritable service national fut entravé par le caractère réactionnaire et absolutiste de l'État prussien ; la noblesse foncière continuait à monopoliser les grades d'officiers (il n'y avait que vingt-deux officiers roturiers dans l'armée), et le commandement suprême de l'armée revenait au roi en personne. Scharnhorst et Gneisenau étaient des réformateurs autant civils que militaires : tous deux concevaient la guerre en fonction de la paix qui devait en résulter et aspiraient à une Prusse plus libérale.

Après plusieurs décennies de paix, les victoires éclatantes remportées par l'armée prussienne dans la guerre contre le Danemark (1864), l'Autriche (1866), et la France (1870) étaient entièrement dues à son travail d'analyse, d'organisation et de préparation. Un des points les plus remarquable de ce travail de préparation étant le plan de mobilisation, de transport et de concentration de l'armée au moyen des chemins de fer. Ayant perçu la potentialité stratégique d'un bon réseau de chemin de fer, l'État-major général (dirigé par Helmuth von Moltke depuis 1857, secondé par un logisticien hors pair, Albert von Roon) ne se contenta pas d'en encourager le développement, il alla jusqu'à influencer sur son tracé. Dans la guerre contre l'Autriche, disposant de cinq voies de chemin de fer vers la frontière, là où l'Autriche n'en avait qu'une, Moltke put concentrer son armée en territoire ennemi et préparer ainsi l'écrasante victoire de Sadowa. La taille des armées exigeant tout à la fois de « marcher séparément et combattre réunis », Moltke précisait : « Il est préférable même de pouvoir, le jour de l'affrontement, déplacer ses forces vers le champ de bataille à partir de positions séparées. En d'autres termes, si l'on peut organiser les opérations de sorte qu'une marche ultime et brève depuis différents points conduise sur le front et les flancs de l'ennemi, alors la stratégie a accompli ce qu'elle peut faire de mieux, et de grands résultats doivent s'ensuivre. Aucune prévision ne peut garantir un pareil résultat des opérations avec des armées séparées. Il dépend non seulement de facteurs calculables comme l'espace et le temps, mais souvent aussi de l'issue de petites batailles préalables, des conditions climatiques, des fausses nouvelles ; en un mot, de tout ce qu'on appelle hasard et chance dans la vie humaine. » On mesure à cette citation de Moltke au lendemain de Sadowa l'importance de l'enseignement de Clausewitz. Tout y est : recherche de la bataille décisive, prise en compte du « frottement » qui limite le domaine du simple calcul et ouvre celui du « coup d'œil », de l'audace et de la résolution.

Moltke avait suivi en 1823 les cours de l'École de guerre de Berlin alors dirigée par Clausewitz, mais qui, à cette époque, n'y assurait alors personnellement plus aucun cours. *Vom Kriege* eut cependant une immense influence sur Moltke. Et ce n'est qu'après les victoires de Moltke que Clausewitz devint la référence centrale de l'école prusso-germanique. La première édition des *Œuvres complètes* de Clausewitz, imprimée à 2.000 exemplaires, n'avait été épuisée qu'au bout de vingt ans. Les éditions, les hommages et les commentaires se multiplièrent à partir de ce moment. Et les déformations aussi.

Moltke acceptait comme naturelle la subordination du militaire au politique, autrement dit l'autorité de Bismarck. Mais sa conception de cette subordination était déjà en deçà de celle exposée par Clausewitz. Selon Moltke, « La politique se sert de la guerre pour atteindre ses fins, elle influe de manière décisive sur le début et la fin de celle-ci, de telle manière qu'elle se réserve, durant les hostilités, d'accroître ses revendications ou, tout au contraire, de se contenter d'un succès moindre. Etant donné cette indétermination, la stratégie ne peut qu'orienter toujours ses efforts vers l'objectif le plus élevé qu'elle peut atteindre avec les moyens dont elle dispose. Ainsi les moyens servent-ils au mieux la politique, du moins la fin de celle-ci. Mais dans l'action entièrement indépendante d'elle. »<sup>1</sup>

Cette subordination du militaire au politique avait par ailleurs un caractère réactionnaire : le corps des officiers prussiens ne l'eût pas acceptée d'un parlement démocratique, il ne l'admettait que du Kaiser. Et cette subordination allait progressivement revêtir un caractère purement formel : le militarisme de la monarchie prussienne allait pervertir l'axiome le plus connu de Clausewitz en déduisant de l'interdépendance entre guerre et politique une soumission de l'État à l'armée<sup>2</sup>. Le ministère de la Guerre (dont l'activité était contrôlé par les parlementaires du Reichstag) voyait ses pouvoirs diminuer aux profits de ceux du Cabinet militaire et du Grand État-major qui n'avaient de compte à rendre qu'au Kaiser. Celui-ci, qui était finalement plus un chef de guerre qu'un chef

---

<sup>1</sup> Cité par Raymond Aron, *Penser la guerre, Clausewitz* - Livre deux, (op. cit.), page 21. On peut remarquer que les dirigeants politiques américains pendant la seconde guerre mondiale ont adopté cette position : ils ont défini le but de la guerre (vaincre l'Axe) mais ont cru ménager la pure (et imaginaire) rationalité des choix militaires en épargnant toute intervention politique à leurs chefs de guerre. Et leurs chefs de guerre de partager cette vision : Émile Wanty, dans le troisième tome de son *Art de la guerre, (Tome 3 - de la seconde guerre mondiale à la stratégie nucléaire, Édition Gérard & Cie, Verviers, 1968)*, remarque que dans ses *Souvenirs*, le général Eisenhower critique encore « cette conception vieillie que les activités politiques et militaires ne sont jamais complètement séparables. »

<sup>2</sup> La seconde édition allemande de *Vom Kriege* contient une falsification typique de l'idéologie militariste prussienne. Clausewitz écrit au chapitre 6 B du livre VIII que lorsque le chef de guerre et le chef de l'État ne sont pas une même personne, il convient que le chef de guerre soit membre du Cabinet (du conseil des ministres) pour que le Cabinet puisse prendre part aux grandes décisions du chef de guerre. Par un simple jeu de pronom, on a fait dire à Clausewitz qu'il fallait que le chef de guerre soit membre du Cabinet afin que le chef de guerre puisse prendre part aux grandes décisions du Cabinet...

d'État, voyait le chef du Cabinet militaire trois fois par semaine et son ministre de la guerre une fois seulement. En outre, le représentant du Cabinet militaire était présent lorsque l'empereur recevait le ministre tandis que celui-ci n'avait pas le droit d'assister à l'audience du premier.

On sait l'importance accordée par Clausewitz au « plan de guerre ». Or, le « Plan Schlieffen » appliqué par les Allemands en 1914 ne fut jamais discuté en commun par les différentes autorités, civiles et militaires. Ce plan, qui prévoyait l'enveloppement des armées françaises par une forte aile droite marchante passant par la Belgique, était peut-être un excellent plan militaire, mais il supposait des implications politiques (principalement l'entrée en guerre de l'Angleterre, qui pouvait se déduire de la violation de la neutralité belge), ayant elles-mêmes des implications stratégiques (blocus, guerre navale, etc.). Le plan Schlieffen aurait pu être un plan clausewitzien s'il avait fait l'objet de cette discussion générale et si, par exemple, le programme de construction navale allemand avait été conçu en fonction de l'entrée en guerre probable de l'Angleterre, si l'économie allemande s'était organisée pour palier les effets d'un blocus, etc.

Ce caractère réactionnaire et militariste allait contribuer de manière décisive à la défaite de l'Allemagne dans la première guerre mondiale, mais au lieu de voir dans cette défaite l'effet de la trahison des principes de Clausewitz, l'école prusso-germanique prétendit y voir l'échec de la pensée même de Clausewitz. Il en résulta une fuite en avant, théorique d'abord, qui trouva son expression la plus achevée dans le livre de Ludendorff *La guerre totale*, pratique ensuite, qui trouva son expression parfaite dans les guerres hitlériennes<sup>3</sup>.

Pour Ludendorff en effet, « Il faut abandonner toutes les théories de Clausewitz. La guerre et la politique sont utiles à la survie du peuple, mais la guerre est la plus haute expression de la volonté de vivre de la race. » L'évolution démographique ne pouvait selon Ludendorff que jeter les peuples les uns contre les autres, et puisque l'évolution technologique ne peut que donner à la guerre un caractère total, ces nouvelles conditions engendrent une guerre qui n'était pas fonction de la politique mais qui l'absorbe.

Ludendorff revendiqua donc que toutes les affaires politiques (au sens le plus large : économiques, etc.) soient également placées sous l'autorité complète du chef militaire suprême. Il ajoute : « J'entends déjà les hommes politiques s'irriter d'une telle opinion, de même que l'idée générale que la politique doit servir la conduite de la guerre les irritera, comme si Clausewitz n'avait pas montré que la guerre n'est que la poursuite de la politique par d'autres moyens. Que les

---

<sup>3</sup> Erich von Ludendorff avait été le Premier Quartier-Maître Général de l'Armée allemande. Son livre, écrit après la défaite de 1918, est aussi et surtout un plaidoyer *pro domo* de la caste militaire, traversé par l'idée que l'Allemagne n'a pas été battue sur le champ de bataille mais par la défection de l'arrière.

politiciens s'irritent et qu'ils considèrent mes opinions comme celles d'un "militariste" invétéré, cela ne change rien aux exigences de la réalité ».

La référence à l'axiome de Clausewitz ne doit pas tromper, car Ludendorff le comprend (ou plutôt : ne le comprend pas) à sa manière. Affirmant que par « politique », Clausewitz n'envisageait que la politique extérieure, celle qui règle les rapports entre les états, Ludendorff prétend dépasser Clausewitz en affirmant que « la politique » et donc la guerre doivent changer de nature et se préoccuper du peuple. La guerre sera totale en liant de façon indissoluble le peuple à la guerre, une guerre où hommes, femmes, enfants et ressources de toutes natures doivent être fonction de la guerre et où, par conséquent, hommes, femmes, enfants et ressources de toutes natures de l'adversaire deviennent objet de destruction.

Or, comme le remarque très justement Pierre Naville<sup>4</sup> : « Ludendorff a du peuple la conception que peut s'en faire un hobereau médiéval doublé d'un industriel moderne. C'est le *Volk* des réactionnaires pangermanistes, dominé par une hiérarchie de castes, une communauté fondée sur "l'âme" et le "sang", une sorte de race historique. Ce peuple, comme "politique intérieure", était surtout destiné à servir d'instrument à une politique "extérieure". Et de ce point de vue Ludendorff exagère l'assimilation clausewitzienne, signalée plus haut, entre politique et politique extérieure. En fait, Clausewitz part d'une appréciation très juste de la politique intérieure, c'est-à-dire de la vie populaire nationale, beaucoup plus libérale que celle de Ludendorff. C'est Clausewitz qui a montré le rôle capital de cette politique intérieure dans la guerre d'Espagne (1808-1810) et dans la guerre de Russie (1812). Mais il ne concevait pas que cette politique, lorsqu'on en vient à la guerre, puisse se traduire autrement que par une action du gouvernement sur le champ international, c'est-à-dire comme politique extérieure de l'État. »

C'est dans ce prétendu dépassement de Clausewitz que l'on trouve les fondements théoriques du militarisme nazi. Dès 1933, les hitlériens créèrent une véritable *Wehrwirtschaft* faisant de tous les aspects de la vie nationale une fonction définie, en dernière analyse, par les besoins de l'armée. Le mémorandum de 1936 sur le Plan Quadriennal, écrit par Hitler et lu par Goering au conseil des ministres, se concluait ainsi : « Voici les tâches que vous aurez à remplir : 1° En quatre ans, l'armée allemande doit être prête à entrer en ligne ; 2° L'industrie allemande doit être mobilisable dans 4 ans. ». Cette mobilisation de la politique

---

<sup>4</sup> Cette vérité est parfois masquée par la belle orthodoxie clausewitzienne du fameux « Plan Jaune » de von Manstein pour mai-juin 40, qui exploitait la percée de Sedan non pas pour marcher sur Paris, mais pour opérer un « coup de faux » vers Abbeville, et ainsi encercler puis détruire l'essentiel des armées alliées massées en Belgique. Hitler n'a d'ailleurs pas recueilli tous les fruits de ce plan, puisqu'il laissa l'armée britannique rembarquer à Dunkerque.

intérieure au service d'une guerre, guerre déterminée par une politique extérieure impérialiste, a débouché sur le désastre que l'on sait – désastre sur lequel Clausewitz apporte un éclairage éclatant.

En effet, c'est déjà dans Clausewitz que l'on peut trouver la critique la plus profonde des prémisses de la *blitzkrieg* – dont l'échec allait mettre en valeur la thèse de la supériorité intrinsèque de la défensive. Mais ce n'est pas tout. Lorsque les panzers de Hitler entrent à Dunkerque, le Reich s'aperçoit qu'il n'a pas les moyens de terminer la guerre avec les Anglo-Français : il ne s'est jamais donné les moyens aériens et navals d'une invasion – ou ne serait-ce que d'un blocus – de l'Angleterre. L'état-major allemand n'a même pas prévu un plan en ce sens. La brillante victoire opérationnelle de mai-juin 40 a débouché sur une impasse stratégique, parce que Hitler s'était montré aussi anticlausewitzien qu'il est possible de l'être<sup>5</sup> : il n'avait aucun véritable plan de guerre.

Et durant toute sa guerre, Hitler tournera le dos à l'enseignement de Clausewitz<sup>6</sup>, comme en témoigne sa tendance à concevoir la guerre comme autant de ruées-surprises, (comme autant de coups de dés) vers un but présenté comme la « position clé du territoire ennemi ». Que l'on pense à son célèbre discours de Munich, le 11 novembre 1942 : « Quand Herr Staline s'attendait à ce que je l'attaque au centre du front, je l'attaquais au sud, parce que je voulais atteindre la Volga. Je voulais atteindre une position déterminée, une ville déterminée, nullement parce qu'elle porte le nom de Herr Staline, mais parce qu'elle est une position clé. Là, nous coupons trente millions de tonnes de transport, parmi lesquels neuf millions de seul carburant. Là, passait tout le froment d'Ukraine et du Kouban en direction du nord ; par là est expédié le manganèse. Je voulais cette gigantesque place de transbordement. Et vous voyez, soyons modestes... Nous l'avons ! Il n'y a plus que quelques petits points en possession de l'ennemi... »<sup>7</sup>. Une semaine plus tard, c'était la contre-offensive soviétique et l'encerclement des trois cent mille soldats allemands dans la poche de Stalingrad. A la différence de l'offensive allemande qui visait une « position clé », la contre-offensive soviétique avait visé la véritable « clé » du territoire ennemi : son armée.

---

<sup>5</sup> Dans sa présentation de *De la guerre* aux Éditions de Minuit (op. cit.), page 33.

<sup>6</sup> Les hommages de l'Allemagne hitlérienne à Clausewitz furent incessants, mais, purement formels. Ils allaient devenir involontairement ironiques : ainsi, lorsqu'en avril 1945 l'état-major nazi baptisa *Clausewitz* une division blindée constituée en agrégeant quelques unités provenant de divisions étrillées ailleurs. Deux semaines plus tard, la nouvelle *Panzer Division Clausewitz* était totalement anéantie sur l'Elbe...

<sup>7</sup> Cité par le colonel Henri Bernard dans *Guerre totale et guerre révolutionnaire*, tome 2, Brepols, Bruxelles-Paris, 1966, page 412.